

**Conseil économique et social**

Distr. générale
13 mai 2016

Français
Original: anglais

Commission économique pour l'Afrique
Forum régional africain pour le développement durable
Deuxième session
Le Caire, 17–19 mai 2016

**Messages clefs du Forum régional africain pour le
développement durable en tant que contribution
collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum
politique de haut niveau sur le développement
durable**

I. Introduction

A. Forum politique de haut niveau sur le développement durable

1. La Conférence des Nations Unies, qui s'est tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 2012, a souligné la nécessité d'une gouvernance efficace à tous les niveaux pour réaliser le développement durable. La Conférence a reconnu que le cadre institutionnel du développement durable devrait être conforme aux Principes de Rio et s'inspirer d'Action 21 et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg. De surcroît, la Conférence a décidé de créer un forum politique intergouvernemental de haut niveau à caractère universel sur le développement durable, qui ferait fond sur les forces, les expériences, les ressources et les modalités de participation ouverte de la Commission du développement durable. L'Assemblée générale a lancé un processus intergouvernemental de négociation, transparent et participatif afin de définir la structure et les modalités de fonctionnement du Forum, en vue de convoquer la première réunion du Forum au début de la soixante-huitième session de l'Assemblée.

2. À la Conférence sur le développement durable, les participants ont préconisé la concrétisation de l'ensemble des engagements devant faire l'objet d'un contrôle. Ils ont reconnu que les objectifs de développement durable pourraient servir utilement à garantir une action cohérente sur le développement durable et souligné que les objectifs devraient également prendre en considération toutes les trois dimensions du développement durable et leurs liens réciproques. En outre, ils ont insisté sur le fait que les objectifs devraient être conformes au programme de développement pour l'après-2015 et y être incorporés, et ils ont préconisé la mise en place d'un mécanisme intergouvernemental participatif et transparent qui serait ouvert à toutes les parties prenantes.

3. En janvier 2013, l'Assemblée générale a créé un groupe de travail intergouvernemental ouvert chargé d'élaborer un ensemble d'objectifs de développement durable. En septembre 2014, l'Assemblée a, dans sa résolution 68/309 relatif au rapport produit par le Groupe de travail ouvert, lequel a

proposé 17 objectifs et 169 cibles, décidé que « c'est principalement sur la base de la proposition formulée dans le rapport du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable que ces objectifs seront incorporés dans le programme de développement pour l'après-2015, sachant que d'autres contributions seront aussi examinées lors des négociations intergouvernementales qui se tiendront à sa soixante-neuvième session ».

4. L'Afrique a fait des contributions appréciables à la proposition du Groupe de travail ouvert dans le cadre des objectifs de développement durable et au Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement pour l'après-2015, sous la forme des documents suivants: le document final de la Réunion régionale africaine d'application sur les mécanismes de suivi de Rio+20, tenue en novembre 2012, et le document final de la Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable, tenue du 31 octobre au 5 novembre 2013, documents qui ont enrichi les travaux du Comité africain de haut niveau sur le programme pour l'après-2015.

5. En juillet 2013, l'Assemblée générale a créé le Forum politique de haut niveau et arrêté sa structure et ses modalités de fonctionnement. La réunion inaugurale du Forum, tenue en septembre 2013, et sa deuxième réunion, tenue en juillet 2014, ont permis de mettre en lumière le rôle crucial du Forum dans la promotion et l'examen de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable. Le thème de la réunion de 2015 du Forum, qui se tiendra du 26 juin au 8 juillet 2015 et comprendra un débat ministériel de trois jours prévu du 6 au 8 juillet 2015, est « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et l'examen : le Forum politique de haut niveau après 2015 ». Outre les questions relatives à l'intégration, à la mise en œuvre et à l'examen, le Forum examinera les sujets suivants : problèmes nouveaux et naissants et rapprochement des scientifiques et des décideurs; consommation et production durables ; et petits États insulaires en développement, pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et pays connaissant des situations politiques particulières.

B. Forum régional africain pour le développement durable

6. C'est sur cette toile de fond que la Commission économique pour l'Afrique, agissant de concert avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement et en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Programme des Nations Unies pour le développement, a organisé la réunion du Forum régional africain pour le développement durable les 17 et 18 juin 2015. Le Forum a regroupé des représentants de haut niveau des États membres africains, toutes les parties prenantes concernées et des représentants des soi-disant neuf grands groupes de la société civile définis dans l'Action 211. Le Forum avait pour objectif principal de permettre aux pays africains de délibérer et de décider de la contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau, sous forme de messages clefs. Les messages clefs arrêtés lors du Forum régional africain figurent ci-dessous.

¹ Les grands groupes sont les suivants: les femmes; les enfants et les jeunes; les peuples autochtones; les organisations non gouvernementales; les autorités locales; les salariés et les syndicats; les milieux d'affaires et l'industrie; les communautés scientifiques et technologiques; et les agriculteurs.

II. Les organes du développement durable et leur rôle dans le renforcement de l'intégration, de la mise en œuvre et de l'examen au-delà de 2015

A. Forum politique de haut niveau sur le développement durable

7. La Conférence Rio+20 a imprimé l'élan si nécessaire pour accélérer la concrétisation des engagements pris au titre du développement durable et a donné des orientations claires sur le cadre institutionnel du développement durable à tous les niveaux, notamment la création du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, qui a remplacé la Commission du développement durable. La Conférence a reconnu le rôle de l'ensemble des acteurs, allant du niveau mondial au niveau local, dans la mise en œuvre du programme de développement durable, et souligné la nécessité de liens efficaces entre les divers niveaux et tous secteurs confondus afin d'assurer la cohérence et des approches faisant appel à la synergie en vue de l'amélioration de la mise en œuvre.

8. La résolution 67/290 sur la structure et les modalités de fonctionnement du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, en définissant la structure du Forum afin d'exercer une action mobilisatrice en faveur du développement durable au niveau mondial, a dûment reconnu la décision de Rio+20 tendant à créer le Forum et a énoncé le mandat, les fonctions et les modalités de fonctionnement du Forum en relation avec les organes des Nations Unies, notamment l'Assemblée générale et le Conseil économique et social. L'Assemblée a mis en contexte la fonction d'examen du Forum dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015. Ses décisions sur les préparatifs des sessions d'examen du Forum et la participation à ces sessions ont pris en compte les enseignements tirés des travaux de la Commission du développement durable, afin de créer un mécanisme d'examen qui renforcerait l'intégration et la mise en œuvre.

B. Messages clefs du Forum régional africain pour le développement durable

9. Le Forum régional africain pour le développement durable a arrêté les messages clefs ci-après, devant servir de contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable.

1. **Le Forum réaffirme la résolution 67/290 qui énonce le mandat, la structure et les modalités de fonctionnement du Forum politique de haut niveau sur le développement durable et crée le Forum de haut niveau en tant que tribune intergouvernementale mondiale appropriée chargée d'exercer une action mobilisatrice et de donner des orientations en vue du suivi et de l'examen de la mise en œuvre du développement durable ainsi que de l'intégration des trois dimensions du développement durable.** Le Forum politique de haut niveau devrait faire en sorte que l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités de revenus et du chômage demeurent des objectifs essentiels du programme de développement pour l'après-2015. Le principe fondamental de responsabilités communes mais différenciées doit rester au cœur du programme.

2. **L'intégration des trois dimensions du développement durable est un principe important de ce paradigme du développement et déterminera, dans une large mesure, l'efficacité du Forum politique de haut niveau.** À cet égard, le Forum devrait tirer les enseignements de l'expérience de la Commission du développement durable et concevoir des stratégies appropriées afin de s'acquitter convenablement de ce volet de son mandat. Il faudrait dans ce cadre tenir compte de la capacité de s'assurer la participation de parties prenantes représentant les trois dimensions, les pouvoirs publics, le secteur privé et les grands groupes, à tous les niveaux de la mise en œuvre.
3. **Il importe d'intégrer efficacement les questions d'équité et d'inégalité dans les réunions du Forum politique de haut niveau, en particulier pour ce qui est de la représentation et de la participation des pays en développement, tels que les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petites États insulaires en développement et d'autres pays africains, pour renforcer la légitimité du Forum.** S'il importe de mobiliser des ressources suffisantes pour financer la participation d'une masse critique de parties prenantes aux réunions, le Forum devrait faire preuve d'une ferme détermination s'agissant des implications en matière d'équité des questions ayant trait au financement du développement, au transfert de technologie et au renforcement des capacités.
4. **Une meilleure intégration du développement durable dans les travaux du système des Nations Unies, notamment l'appui aux États Membres, contribuera grandement à faire progresser les objectifs de développement durable.** Concourra à cela l'initiative "Unis dans l'action " du système des Nations Unies, à tous les niveaux. Cela devrait être fait à l'échelle mondiale par l'intermédiaire du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, à l'échelle régionale par l'intermédiaire des mécanismes de coordination des Nations Unies et à l'échelle nationale par l'intermédiaire du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement conformément aux priorités et aux stratégies nationales.
5. **Un programme ciblé permettra au Forum de maintenir l'intensité et l'ampleur des débats nécessaires pour traiter efficacement de sujets de préoccupation spécifiques.** Ainsi le Forum pourra-t-il dégager des conclusions solides afin d'enrichir les décisions qui faciliteront l'acceptation et les mesures à prendre par l'ensemble des parties concernées, et acquérir le niveau d'appui nécessaire pour la mise en œuvre.
6. **Le Forum sera plus pertinent s'il fait preuve de flexibilité dans le traitement des problèmes nouveaux et naissants.** La grande notoriété des problèmes nouveaux et naissants peut susciter le niveau d'appui requis pour répondre à un programme déterminé par la demande.
7. **La représentation contextuelle du système d'examen du Forum dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, notamment des objectifs de développement durable, est une opération stratégique qui peut contribuer à la mise en place d'un système intégré et coordonné, lequel assure l'intégration et la mise en œuvre.** Le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de

développement durable symbolisent des objectifs et des domaines thématiques qui recoupent les trois dimensions, ainsi que les impératifs de gouvernance ainsi que de paix et de sécurité. Le système d'examen doit prendre en considération le fait que les objectifs ne sont pas autonomes mais interdépendants et il doit de ce fait donner la possibilité de renforcer l'intégration et la mise en œuvre.

8. **Les objectifs et les cibles du développement durable fourniront un mécanisme pour le suivi et l'examen afin de permettre la coordination et la comparabilité selon les pays, les sous-régions et les régions.** Les objectifs devraient permettre de centrer l'attention sur les résultats et les moyens de mise en œuvre. Le cadre devrait garantir le caractère universel tout en permettant la différenciation des objectifs, indicateurs et techniques de mesure qui tiennent compte des différents contextes et spécificités du développement ainsi que des priorités de développement nationales.
9. **Il est essentiel que les pays développés honorent les engagements convenus au niveau international concernant la fourniture de l'aide publique au développement aux pays en développement, en particulier à l'Afrique, afin d'aider le continent à réaliser ses objectifs de développement, notamment pour appuyer l'Agenda 2063 et le développement des infrastructures, ce qui servira de catalyseur de la croissance et de la création d'emplois.** Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg de 2002 et Action 21 de 1992 contiennent de nombreux objectifs de développement durable non encore concrétisés. L'Afrique a besoin d'un programme de développement pour l'après-2015 qui fasse fond sur les succès et les tâches inachevées dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Il faut également un système de gouvernance mondial porteur qui rende cela possible.
10. **Le cadre de suivi et d'examen ne devrait pas imposer de conditionnalités au partenariat mondial pour le développement, en ce sens que cela pourrait dissuader des pays de participer.** Le cadre devrait au contraire intégrer des incitations à participer. Le mécanisme de suivi et d'examen devrait par conséquent être mené dans un esprit constructif et reposer sur l'apprentissage mutuel et le succès. L'examen devrait également être centré sur les engagements à la fois aux niveaux national et international.
11. **Le Forum et les organismes régionaux devraient faire en sorte que l'appui nécessaire soit apporté pour les processus et mécanismes continentaux africains.** À cet égard, le Forum devrait faire en sorte que l'ensemble des pays africains soient dotés de la capacité nécessaire d'assurer leur propre suivi et leur propre examen aux niveaux national et local, à commencer par des statistiques nationales de grande qualité.
12. **Étant donné qu'apparaissent de nouveaux thèmes et objectifs de développement dans le cadre des objectifs de développement durable par rapport au cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux qui tendent à intégrer les dimensions sociale, environnementale et économique, il faudra renforcer le système d'examen, qui devrait rester flexible.** À cet égard, il sera nécessaire de mettre

en place des interventions bien coordonnées afin de renforcer la capacité statistique des institutions responsables de la collecte et de l'analyse des données. La révolution des données à laquelle adhère le Secrétaire général devrait permettre cela.

13. **Il faudra peut-être mener des examens thématiques, en particulier sur les problèmes nouveaux et naissants, afin de compléter les examens fondés sur les objectifs de développement durable. Les mécanismes d'examen actuels au sein du système des Nations Unies devraient servir dans ce cadre.** Les examens devraient permettre d'analyser les problèmes de mise en œuvre, les contraintes et les enseignements tirés de l'expérience et faire fond sur l'approche des liens réciproques appliquée par la Commission du développement durable, le but étant de faire ressortir les relations avec les autres domaines thématiques, tout en mettant en exergue les dimensions économique, sociale et environnementale qui permettront de faire face aux problèmes de mise en œuvre de manière intégrée et synergique.
14. **Les examens multipartites seront cruciaux pour le succès du processus d'examen. Ces examens devraient également promouvoir la mutualisation des pratiques optimales et des données d'expérience, notamment les succès, les défis et les enseignements tirés de l'expérience afin de mieux enrichir le processus de mise en œuvre.** Les examens devraient être volontaires, menés par l'État, participatifs ainsi que fondés sur l'analyse des faits et comporter plusieurs niveaux, allant de l'échelle locale à l'échelle internationale en passant par les échelles nationale, sous-régionale et régionale.

C. Aux niveaux régional et sous-régional

10. Au sujet des fonctions et mécanismes d'examen du Forum politique de haut niveau, la résolution 67/290 a reconnu l'importance de la dimension régionale, le rôle des commissions régionales et de leurs partenaires à cet égard, et a pris en compte la nécessité de liens solides avec les mécanismes régionaux, nationaux et locaux, ainsi que d'une participation efficace des pays connaissant des situations particulières. Dans la région africaine, les diverses configurations du Comité du développement durable de la CEA constituaient des instances permettant aux membres des réunions régionales d'application de débattre la contribution collective de la région aux sessions de la Conférence mondiale, ce avec des résultats impressionnants. En raison de la préparation efficace de la Conférence Rio+20 par l'Afrique et de la forte participation de celle-ci à ladite Conférence, les préoccupations, les priorités et les intérêts de la région ont été pris en compte de façon adéquate dans le document final de la Conférence intitulé "L'avenir que nous voulons".

11. Les données d'expérience acquises dans l'organisation des réunions régionales africaines d'application ont enrichi l'organisation de la Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable, qui a été convoquée par la CEA, la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement dans le contexte des consultations africaines sur le programme de développement pour l'après-2015. Le document final a été adopté en tant que contribution technique aux travaux du Comité africain de haut niveau sur le programme de développement pour l'après-2015 et a été l'un des principaux documents qui ont guidé les négociateurs africains dans leurs prises de position lors des consultations mondiales sur les objectifs de développement durable à New York.

12. L'organisation du Forum régional africain pour le développement durable, en prélude au Forum politique de haut niveau, s'inspirera de l'expérience des réunions régionales d'application. Dans ce contexte, l'important rôle joué par les acteurs régionaux, notamment la CEA, la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, les commissions régionales, le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement, est bien reconnu. Le processus d'examen envisagé prévoit que les processus nationaux et locaux alimentent le processus régional. La plate-forme que constitue le Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique et les mécanismes d'examen actuels, tels que le Mécanisme d'africain d'évaluation par les pairs et l'Examen mutuel de l'efficacité du développement, seront essentiels dans ce cadre.

13. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **Il faudrait prévoir une marge d'action suffisante pour les organisations régionales, afin de leur permettre de discuter les moyens d'améliorer et de développer davantage les mécanismes de suivi et d'examen régionaux existants en vue de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.** Il nous faut prévoir une marge d'action suffisante pour que les organisations régionales œuvrent avec leurs membres pour savoir si les mécanismes existants suivent de façon adéquate la mise en œuvre du programme, tout en évitant les doubles emplois dans les efforts.
2. **Il sera essentiel de s'inspirer de l'expérience des réunions régionales africaines d'application, notamment les succès, les défis et les enseignements tirés de l'expérience, pour organiser avec succès le Forum régional africain pour le développement durable.** À cet égard, la CEA devrait organiser les forums régionaux de concert avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement et en collaboration avec le NEPAD, le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres acteurs concernés. Le Forum régional africain, qui bénéficie de la participation des grands groupes et de la société civile, est le forum intergouvernemental régional créé pour débattre la contribution collective de l'Afrique au Forum politique de haut niveau, et la périodicité de ses réunions et son programme devraient être enrichis par le Forum politique de haut niveau.
3. **La mise en place d'une instance qui garantit de façon adéquate une meilleure intégration des trois dimensions du développement durable contribuera à assurer le succès du Forum régional africain pour le développement durable.** À cet égard, la préparation du Forum et la participation audit Forum devraient comprendre des parties prenantes concernées issues des pouvoirs publics, les organisations intergouvernementales, les communautés économiques régionales, le secteur privé et d'autres grands groupes pour les trois dimensions du développement durable, et il faudrait assurer une coordination efficace entre les délégations des États membres venant des capitales, des missions africaines accréditées à Addis-Abeba ainsi que du Groupe africain à New York et à Genève.

4. **La nécessité d'un suivi et d'un examen efficaces de la concrétisation des objectifs de développement durable aux niveaux régional et sous-régional met en exergue le rôle significatif des commissions régionales et de leurs bureaux sous-régionaux dans la promotion d'une intégration équilibrée des trois dimensions du développement durable, notamment en favorisant des liens efficaces entre les institutions mondiales, nationales et locales.** Cela demande également une participation significative de la Commission de l'Union africaine et des comités techniques spécialisés concernés de l'Union (notamment pour les trois dimensions du développement durable), de la Banque africaine de développement, du Comité de planification et de coordination du NEPAD et d'autres institutions régionales et sous-régionales compétentes. Pour chacune des cinq sous-régions de l'Afrique, les commissions économiques régionales devraient fournir le cadre institutionnel pour le suivi, l'examen et l'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable, avec l'appui des organismes du système des Nations Unies œuvrant à ce niveau, notamment les bureaux sous-régionaux de la CEA. L'examen au niveau sous-régional devrait faire fond sur les processus nationaux. Les rapports sous-régionaux devraient, à leur tour, enrichir le rapport sur les objectifs de développement durable de l'Afrique. Le même processus devrait servir à produire les rapports d'examen thématiques.
5. **L'Agenda 2063 constitue le cadre mis en place par l'Afrique pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 et du cadre des objectifs de développement durable qui l'accompagne.** À cet égard, avec les objectifs, les cibles et les indicateurs qui l'accompagnent, l'Agenda devrait représenter un cadre robuste de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports pour une mise en œuvre efficace aux niveaux national, sous-régional et régional.
6. **L'Afrique dispose de nombre d'instances qui pourraient accueillir les examens thématiques à entreprendre sous les auspices du Forum régional africain pour le développement durable.** Il s'agit notamment des suivantes: les divers comités statutaires de la CEA, les réunions annuelles communes du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique, la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et d'autres organes ministériels africains concernés. Si l'on convient des examens thématiques dans le cadre du mécanisme du Forum politique de haut niveau, ces instances, en plus de celles du système des Nations Unies, devraient être mobilisées, compte tenu de leurs avantages comparatifs pour ce qui est de la mise en place de la masse critique de compétences techniques requises pour examiner tel ou tel domaine thématique.
7. **Le Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique joue un rôle important dans la mise en œuvre dans la région du programme de développement durable.** Ce mécanisme en place pour les organismes et organisations des Nations Unies œuvrant en Afrique en appui à l'Union africaine et au programme du NEPAD, notamment les cadres de développement tels que l'Agenda 2063 et les plans décennaux de mise en œuvre, devraient

assurer la cohérence et la coordination de l'appui du système des Nations Unies pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 en Afrique ainsi que du système d'examen du Forum politique de haut niveau par l'intermédiaire du Forum régional africain pour le développement durable.

8. **Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs est un programme convenu mutuellement et auquel les États membres de l'Union africaine adhèrent volontairement afin de promouvoir et de renforcer des normes élevées de gouvernance et de développement socioéconomique.** C'est un mécanisme d'autoévaluation qui n'est assorti d'aucune conditionnalité. Il répond aux critères définis dans le Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement pour l'après-2015 et il conviendrait de le renforcer et le mettre à jour afin d'y incorporer les engagements et jalons clefs en matière de développement durable, en vue de disposer d'instance pour les différents examens nationaux en Afrique dans le contexte du processus du Forum politique de haut niveau pouvant être dirigé par les commissions régionales.
9. *L'Examen mutuel de l'efficacité du développement en Afrique, qui est une opération de responsabilisation mutuelle entreprise conjointement par la CEA et l'Organisation de coopération et de développement économiques par suite d'une demande formulée en 2003 par les chefs d'État et de gouvernement du NEPAD, pourrait faire partie intégrante du processus de suivi et d'examen en Afrique.* Ce rapport ne tend pas à susciter de nouveaux engagements, mais à suivre plutôt la concrétisation des engagements existants. Il devrait compléter d'autres outils pour le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les engagements liés au partenariat mondial pour le développement durable entre l'Afrique et ses partenaires.

D. Aux niveaux national et local

14. La prise en charge nationale est essentielle à des processus efficaces d'intégration, de mise en œuvre et d'examen. De vastes approches nationales participatives renforceraient l'engagement, le sens de la responsabilité et la prise en charge, autant de choses si nécessaires. Les structures nationales et les organes de coordination nationaux guident l'élaboration et la mise en œuvre des politiques, stratégies et plans de développement durable. Les organes de coordination nationaux traduisent les cadres mondiaux et régionaux en mesures nationales et locales; fournissent le mécanisme pour une planification et une prise de décision cohérentes et intégrées au niveau national et assurent des liens efficaces allant du niveau local au niveau mondial. Le processus d'examen national est par conséquent le plus significatif dans le processus d'examen global, pour lequel une approche ascendante est cruciale. À cet égard, le Rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement pour l'après-2015 met l'accent sur la nécessité d'un processus d'examen ascendant. Il met par ailleurs en exergue l'importance des examens nationaux, qui devraient enrichir les processus d'examen sous-régionaux, régionaux et mondiaux, dans cet ordre, en vue de renforcer la prise en charge nationale et la légitimité du Forum politique de haut niveau.

15. Cependant, les problèmes nouveaux et naissants dans le programme de développement pour l'après-2015 pourraient davantage mettre à rude épreuve des systèmes nationaux de suivi et d'établissement de rapports déjà fragiles. À cet égard, il faut veiller particulièrement aux ressources nécessaires, aux

incidences financières et aux défis en matière de données pour garantir la mise au point de processus de mise en œuvre et d'examen efficaces. Les institutions nationales chargées du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports à tous les niveaux devront par conséquent être clairement définies, et dotées d'un mandat approprié et de ressources suffisantes. Il faut pour ce faire un appui renforcé de la communauté internationale et la mise en pratique de la révolution des données au titre du développement durable, qui est, d'après le rapport du Secrétaire général, un agent important du système d'examen.

16. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau

1. **Les organes nationaux de coordination du développement durable sont essentiels pour une planification et une prise de décision cohérentes et intégrées au niveau national et pour garantir l'existence de liens efficaces allant du niveau local au niveau mondial.** Les organes nationaux du développement durable devraient assurer l'intégration des trois dimensions du développement durable et promouvoir l'intégration de ce développement au niveau le plus élevé des organes de prise de décision de l'État, du secteur privé et des organisations de la société civile, conformément aux priorités et stratégies nationales
2. **Le processus d'examen national est le plus significatif dans le processus d'examen global, pour lequel une approche ascendante est cruciale.** Le processus devrait s'appuyer sur les mécanismes et processus nationaux et locaux actuels, en bénéficiant d'une large participation multipartite, sous la direction des gouvernements et avec l'association des parlements, de la société civile, de la communauté scientifique, des milieux universitaires et du monde des affaires. Les principaux résultats de l'examen pourraient être un rapport gouvernemental et un rapport des parties prenantes, lesquels seraient complétés par un rapport produit par le système des Nations Unies et d'autres partenaires de développement. Le processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs servira aux examens nationaux pour ce qui est des politiques et mesures nationales dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.
3. **Le rôle et la capacité des gouvernements locaux et des associations gouvernementales locales devraient être renforcés dans la mise en œuvre du processus de développement durable de l'après-2015.** Il faudrait aussi encourager les partenariats entre les groupes susmentionnés et les réseaux établis d villes et de pouvoirs locaux de la région afin de faire progresser le développement durable.
4. **Tous les pays africains devraient assurer la prise en compte de la problématique hommes-femmes, avec particulièrement en vue la parité afin de permettre la pleine participation des femmes aux trois dimensions du développement durable et aux processus de mise en œuvre connexes.** Une prise en compte systématique et explicite de la problématique hommes-femmes devrait être entreprise afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre de politiques, programmes et projets participatifs, en vue d'intégrer les aspects relatifs à la problématique hommes-femmes dans les activités de renforcement des capacités des institutions gouvernementales et d'autres parties prenantes et de permettre aux

femmes de jouer un rôle crucial dans la réalisation du développement durable.

5. **Les objectifs de développement durable proposés ne sont pas censés établir ou remplacer des priorités nationales et pourraient être mis en œuvre en procédant à des degrés divers à leur sélection, à leur modification ou à leur adaptation en fonction des circonstances nationales.** Pour favoriser la prise en charge nationale, l'attachement et le sens de la responsabilité, les pays devraient continuellement passer en revue leurs propres objectifs et indicateurs par le biais de processus participatifs nationaux, le cadre du programme mondial de développement pour l'après-2015 servant utilement de repère plutôt que de cadre prescriptif. Certes l'Agenda 2063 est largement conforme au programme de développement pour l'après-2015, toutefois il serait utile de procéder systématiquement à une analyse de l'ensemble des objectifs et indicateurs dans le contexte des circonstances nationales et il serait utile de renforcer les objectifs de développement durable à long terme.
6. **Il faudra définir clairement, doter du mandat approprié et financer convenablement les institutions chargées du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports à tous les niveaux.** Au niveau communautaire, les services chargés du suivi et de l'établissement de rapports au sein des administrations locales ou des conseils communautaires locaux devraient être renforcés afin de leur permettre de jouer un rôle dans la production des données pertinentes et des rapports de mise en œuvre. Au niveau local, les mécanismes de suivi et d'établissement de rapports chargés de produire les rapports sous-nationaux devraient être également renforcés. Il faudrait consolider les rapports locaux au niveau national par le biais d'organes désignés. Les bureaux nationaux de statistique, censés jouer un rôle fondamental, devraient être renforcés pour leur permettre de produire des données fiables.
7. **Le suivi, l'évaluation et l'établissement de rapports sur les objectifs de développement durable mettront davantage à rude épreuve les systèmes statistiques nationaux.** Il est nécessaire d'examiner de façon exhaustive les lacunes en matière de données et les limitations à la compilation, ce pays par pays et objectif par objectif, en vue de s'attaquer aux problèmes de capacités potentiels rencontrés dans les services nationaux de statistique. Concernant les objectifs de développement durable, la transparence, le sens de la responsabilité et l'implication nationale dans toute estimation ne découlant pas des données déclarées devraient être améliorés à tous les stades. En outre, les méthodes devraient être reproductibles et facilement comprises par les parties prenantes nationales et les autres utilisateurs.
8. **En ce qui concerne les thèmes nouveaux et naissants dans les objectifs de développement durable, le financement nécessaire, les incidences financières et la qualité et la continuité des données doivent être dûment pris en considération.** Il faudrait identifier d'entrée de jeu des ressources nouvelles et additionnelles afin d'appuyer la collecte, la compilation et la diffusion des données. Les pays auront encore besoin d'aide pour améliorer leurs systèmes statistiques. La communauté internationale devrait considérablement intensifier l'appui aux pays et aux bureaux nationaux de statistique ayant absolument besoin de capacité

supplémentaire pour produire, recueillir, désagréger, analyser et partager les données afin renforcer la prise de décision fondée sur l'analyse des faits pour le nouveau programme. La révolution des données prévue pour le développement durable devrait être axée sur la satisfaction de ce besoin.

III. Problèmes nouveaux et naissants et rapprochement des scientifiques et des décideurs

17. Il est reconnu que les problèmes et défis nouveaux et naissants tels que les changements climatiques, la dégradation et l'épuisement des ressources naturelles, la pauvreté énergétique, le chômage des jeunes et la mise en service des nouvelles technologies et de l'innovation peuvent être traités par un rapprochement rationnel des scientifiques des décideurs afin d'améliorer à tous les niveaux la prise de décision fondée sur l'analyse des faits. Ce rapprochement devrait être soutenu par quatre piliers: le développement des infrastructures, les compétences techniques, l'innovation et l'entrepreneuriat et un environnement porteur (voir document Science Technology and Innovation Strategy 2024). Cependant, l'Afrique a tardé à adapter et développer ses secteurs de la science et de la technologie et à commercialiser ses innovations. Le continent ne consacre que 0,42 % du produit intérieur brut à la recherche-développement, ce qui est bien en deçà des objectifs internationaux. Il faut que les dépenses consacrées à la recherche-développement atteignent 1 % pour favoriser la croissance; à présent seule la Tunisie a atteint cet objectif. Bien qu'elle représente 13,4 % de la population mondiale, l'Afrique ne produit que 1,1 % des connaissances scientifiques. Elle ne peut assurer le développement durable sans la science, la technologie et l'innovation, condition de la transformation des connaissances traditionnelles en produits compétitifs aux niveaux régional et international.

18. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **Les pays africains sont à la traîne, non seulement pour ce qui est de l'adaptation des technologies mais aussi concernant le développement des capacités régionales de recherche-développement.** À cette fin, les pays africains devraient adopter une orientation appropriée des politiques vers la création d'un cadre porteur qui favorise les technologies respectueuses de l'environnement, la recherche-développement et l'innovation, en conformité avec les objectifs et cibles du développement durable. Les gouvernements devraient procéder à une évaluation technique pour s'assurer que les technologies qui viennent d'ailleurs sont appropriées pour les besoins et les environnements de l'Afrique.
2. **S'il est indiscutable que l'Afrique contribue peu aux émissions de gaz à effet de serre, le continent n'en est pas pour autant à l'abri des effets que sont les changements climatiques.** À cet égard, s'il est important de promouvoir la programme de l'économie verte en vue de planifier un développement plus durable; il est tout aussi important de s'attaquer aux effets des changements climatiques. À cette fin, les pays africains devraient introduire des politiques et stratégies pouvant aboutir à des mesures d'atténuation et d'adaptation appropriées afin d'inverser l'impact des changements climatiques, mais ils devraient bénéficier d'un soutien dans cette entreprise.

3. **L'accès à des services énergétiques modernes pour la cuisine et le chauffage, l'éclairage et les communications ainsi que l'énergie mécanique à des fins productives est un immense domaine où les besoins ne sont pas satisfaits dans le continent.** La majorité des personnes qui n'ont pas accès à une source d'énergie moderne vivent en Afrique subsaharienne. Il est donc essentiel de se tourner vers d'autres sources d'énergie et une utilisation rationnelle des sources d'énergie disponibles en adoptant des technologies innovatrices. À cet égard, les pays membres devraient créer un environnement porteur pour la mise au point et l'adoption d'approches technologiques innovatrices afin d'améliorer l'accès à l'énergie et d'assurer une utilisation rationnelle de l'énergie. Il est également nécessaire que les gouvernements encouragent la participation du secteur privé en introduisant des technologies nouvelles et naissantes propres à améliorer l'accès à l'énergie et à renforcer l'efficacité énergétique.
4. **L'accès des jeunes à l'éducation et au renforcement des capacités aussi bien qu'à la création d'entreprises et à l'emploi sont des facteurs clefs dans la détermination de leur productivité et des opportunités qui s'offrent à eux sur le marché du travail.** Au cours des 10 prochaines années, des millions de jeunes femmes et hommes sont censés entrer sur le marché du travail en Afrique subsaharienne chaque année. S'il leur est donné l'accès à l'éducation, à la formation, au recyclage et à des programmes d'apprentissage, ainsi que la possibilité de développer des compétences de chef d'entreprise, les jeunes pourraient être un moteur de la croissance et contribuer de façon significative au développement et à la stabilité. Cependant, une population croissante de jeunes au chômage pourrait mettre à mal la croissance socioéconomique et menacer la stabilité économique. Sur ce plan, les pays africains doivent renforcer les capacités nationales et ouvrir l'accès aux technologies et à l'innovation afin de promouvoir parmi les jeunes l'entrepreneuriat et des politiques d'emploi intensif.
5. **La diffusion et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones urbaines et rurales sur le continent favorise l'avènement d'une économie fondée sur l'Internet, créant des possibilités d'emploi et renforçant la croissance et la transition au développement durable.** Cependant, en raison de l'environnement porteur et de l'appui accordé au renforcement des capacités, nombre de pays connaissent un faible niveau d'utilisation innovatrice des TIC. Il faudrait donc que les États membres mettent au point et en œuvre des politiques et stratégies qui mettent à contribution les TIC, notamment l'accès aux services mobiles et l'accès sans fil ainsi que la connectivité à haut débit, afin de contribuer à juguler les divers défis que pose l'urbanisation. Des politiques devraient être conçues pour lier les zones rurales aux zones urbaines et au reste de l'économie.

IV. Consommation et production durables

19. Les taux de croissance économique appréciables et la nouvelle dynamique imprimée pour la transformation structurelle en Afrique offrent une occasion exceptionnelle de mettre en place des modes de consommation et de production plus durables. Il existe de nombreuses possibilités d'emprunter des

raccourcis technologiques vers des modes de consommation et de production plus durables qui favorisent une économie verte participative et la transformation structurelle dans la région. Leur exploitation permettra à l'Afrique d'éviter les impacts découlant des niveaux de production et de consommation observés dans les pays développés et de se prémunir dans l'avenir contre les modes de transformation structurelle intenable.

20. Cependant, l'application de techniques de consommation et de production durables exige des investissements considérables pour acquérir la technologie et développer les capacités requises, chose dont la plupart des pays africains n'ont pas les moyens. L'Afrique est la région du monde la plus pauvre et la moins avancée, où les gens se démènent encore pour satisfaire les besoins les plus élémentaires que sont la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et la santé. La région a donc besoin d'un appui pour faire face aux coûts liés à des modes de consommation et de production durables. Si l'on reconnaît que tant les pays développés que les pays en développement doivent s'orienter vers des modes de consommation et de production durables, il n'en demeure pas moins que ce sont les pays développés qui devraient prendre l'initiative sur ce plan, conformément au principe de Rio de responsabilités communes mais différenciées. Les techniques de consommation et de production durables devraient être endogènes et adaptées aux trajectoires de transformation des pays. Les moyens traditionnels de production et de consommation, qui sont ancrés dans la durabilité, devraient être améliorés et intégrés dans des cadres modernes de consommation et de production durables afin de renforcer l'adoption.

21. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **L'innovation technologique est l'un des éléments les plus importants de la consommation et de la production durables.** L'Afrique considère que l'accès à des techniques de consommation et de production durables qui soient fiables, propres, abordables et adaptées aux circonstances et aux besoins locaux, aidera la région à exploiter sa riche base de ressources naturelles sans en saper la durabilité, contribuant ce faisant à la transformation structurelle dans la région. De surcroît, conformément au paragraphe 273 du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé "L'avenir que nous voulons", qui déclare "Nous demandons aux organismes compétents des Nations Unies de définir des options pour la mise en place d'un mécanisme de facilitation qui favorise la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et respectueuses de l'environnement", l'Afrique recommande que le Forum politique de haut niveau examine l'élaboration d'un mandat de mécanismes de facilitation de la technologie et qu'il fasse rapport aux États Membres à la prochaine réunion. La coopération internationale et régionale peut stimuler et promouvoir le développement et le transfert de technologies existantes et naissantes grâce à la collaboration avec le secteur privé, les scientifiques et les institutions publiques, ainsi que par le biais de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire.
2. **La recherche-développement est au cœur de l'innovation et du développement en matière de consommation et de production durables fondées sur le contexte, mais cette discipline est sous-développée en Afrique, où les établissements de recherche n'ont pas suffisamment de ressources humaines et financières.** Il faudrait mettre au point et en œuvre des stratégies tendant à

promouvoir et à renforcer les institutions régionales, sous-régionales et nationales dans les domaines de la science, de la recherche, de la technologie et de l'innovation en matière de consommation et de production durables. On pourra y parvenir en augmentant les ressources humaines et financières, aussi bien que les partenariats au sein et en dehors de la région, et en promouvant les partenariats entre l'industrie, les milieux universitaires et les pouvoirs publics.

3. **La promotion des connaissances autochtones et locales devrait faire partie intégrante de la promotion de la consommation et de la production durables en Afrique.** Les connaissances traditionnelles peuvent doter l'Afrique de la capacité et des ressources nécessaires pour mettre en place et poursuivre une consommation et une production durables adaptées au contexte de son développement. Les connaissances et les ressources traditionnelles, sous la forme d'animaux, de végétaux, de pratiques, de processus et ainsi de suite, servent de base à une gestion rationnelle de l'environnement et à la préservation de la biodiversité et de l'écosystème. Elles doivent donc être protégées et mobilisées.
4. **Le renforcement des capacités est essentiel pour mettre en place avec succès des modes de consommation et de production durables qui promeuvent une croissance verte participative et la transformation structurelle en Afrique.** Le renforcement des capacités joue un rôle fondamental dans la réalisation des objectifs de consommation et de production durables et de la transformation structurelle durable. Il est capital que la consommation et la production durables soient incorporées dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, stratégies, plans, programmes et budgets de développement aux niveaux sectoriel, national et international. Afin de répondre efficacement à ce critère sur une base durable, il faut mettre en place la capacité de planification interne et intrarégionale et prévoir la fourniture, la coordination, le suivi et l'établissement de rapports dans le domaine du renforcement des capacités. Les pays doivent clairement définir leurs besoins en matière de développement dans le domaine de la consommation et de la production durables. Ils devraient être aidés à mener des auto-évaluations de la capacité nationale et à formuler et mettre en œuvre des plans ou stratégies complets de renforcement des capacités pour une consommation et une production durables. Les pays devraient également mobiliser des ressources techniques et financières pour mettre en œuvre des modes de consommation et de production durables en tant que l'un des programmes phares régionaux approuvés par la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement.
5. **L'abandon des tendances actuelles des investissements en faveur de tendances plus durables est essentiel pour favoriser une consommation et une production durables dans des domaines stratégiques clefs en Afrique, tels que l'agriculture durable, l'efficacité énergétique, une utilisation rationnelle des ressources et la symbiose industrielle.** En plus des mécanismes traditionnels d'apport de l'aide publique au développement et du financement, les pays devraient étudier des sources de financement innovant afin d'intensifier les approches et pratiques de consommation et de production durables. Les initiatives dans ce domaine devraient également tendre à lier les parties prenantes

des politiques et l'industrie afin de faciliter l'accès au financement de la consommation et de la production durables.

6. **L'intégration de la consommation et de la production durables dans les programmes d'enseignement et de formation à tous les niveaux contribuera au succès de la mise en œuvre de cette consommation et de cette production en Afrique.** À cet égard, tous les établissements et secteurs d'apprentissage devraient être ciblés, notamment les écoles, les facultés, la fonction publique, le monde des affaires et l'industrie. Il est important que les pays et les partenaires fournissent l'appui institutionnel, politique, technique et financier nécessaire aux parties prenantes désireuses de promouvoir des économies et modes de vie utilisant peu de ressources et produisant peu de déchets, de partager l'information et de favoriser d'autres moyens possibles de consommer, de produire et de pratiquer le commerce.
7. **Les dirigeants politiques et ceux qui sont dans les domaines des entreprises et des technologies doivent se faire les champions de la technologie de la mise au point et du transfert en matière de consommation et de production durables.** Ils devraient cibler tout un train de mesures afin d'influer sur les activités dans des domaines économiques clefs, notamment par le biais de l'intégration d'une consommation et d'une production durables dans les cadres de développement national et de la mise en œuvre de plans d'action axés sur des objectifs. Étant donné le rôle de l'économie verte dans la poursuite des objectifs de développement durable, les gouvernements devraient mettre en place un environnement porteur pour promouvoir des investissements dans l'économie verte par le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises. Une plus grande coordination est également requise entre différentes initiatives sous-régionales de consommation et de production durables en Afrique.

V. Petits États insulaires en développement d'Afrique

22. Le principal obstacle qui se dresse devant les petits États insulaires en développement d'Afrique est l'étroitesse de leur base terrestre. La durabilité pour ces petits États insulaires signifie tout simplement la capacité d'utiliser l'espace océanique comme opportunités pour le développement. Tout en respectant les paramètres environnementaux et écologiques, une utilisation efficace et optimale des riches ressources marines offre la perspective d'une croissance économique soutenue écologiquement rationnelle et participative, du point de vue social, ce qui peut considérablement transformer les économies des petits États insulaires en développement d'Afrique. Ces derniers sont toutefois vulnérables aux effets des changements climatiques et les pays doivent mieux comprendre les effets des changements climatiques en relation avec le développement et élaborer des stratégies pour y faire face.

23. Les changements climatiques ne manqueront pas de compliquer les choses pour les petits États insulaires en développement d'Afrique, et faire face aux défis causés par les effets des changements climatiques exigera d'énormes ressources financières, le transfert de technologie et, qui plus est, des cadres directifs et de gouvernance nationaux, régionaux et mondiaux. La prise en charge nationale de ces mesures est cruciale. Des cadres directifs et de gouvernance nationaux, régionaux et mondiaux efficaces de l'espace océanique en tant que bien commun et des partenariats internationaux favorables en soutien aux petits États insulaires en développement d'Afrique contribueront grandement à assurer leur développement durable et leur survie.

24. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **Il faudrait aider les petits États insulaires en développement à passer à une économie bleue.** Étant donné que leurs ressources terrestres sont limitées, les petits États insulaires en développement d'Afrique devraient explorer les vastes ressources de l'océan et des écosystèmes côtiers, qui offrent d'excellentes opportunités pour le développement tout en protégeant l'intégrité de l'environnement.
2. **La promotion d'une structure de gouvernance durable pour les océans en faveur des petits États insulaires en développement d'Afrique est capitale.** Il faudrait aider les petits États insulaires en développement d'Afrique à promouvoir une structure de gouvernance efficace pour la pêche, les transports maritimes, l'utilisation des richesses minières potentielles des fonds marins, le tourisme, la gestion des émissions et de la pollution marine, ces domaines étant vitaux pour le développement, en conformité avec la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
3. **Les petits États insulaires en développement ont besoin d'aide pour la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables dans leurs efforts tendant à réaliser le principe de l'énergie durable pour tous.** La transformation des produits dans la chaîne de valeur, le tourisme et l'exploitation minière des fonds marins exigent une énergie fiable en quantité suffisante, besoin qui ne peut être satisfait à partir des coûteux combustibles fossiles importés. Il faudrait encourager et aider les petits États insulaires en développement à envisager de recourir aux nombreux choix de sources d'énergie renouvelables, commercialement viables et qui pourraient les aider à atteindre l'objectif qu'est la fourniture de l'énergie à tous, ainsi que de réduire leur dépendance à l'égard des combustibles fossiles.
4. **L'innovation, un accès approprié à la technologie et son transfert sont essentiels pour la transformation économique des petits États insulaires en développement.** Pour mettre à contribution les énormes ressources océaniques et marines, en plus de la gestion de l'éducation, des soins de santé, de l'agriculture, de l'eau, de l'énergie, du tourisme et des écosystèmes, il faut des approches innovatrices et l'adoption de technologies appropriées. C'est pourquoi les petits États insulaires en développement devraient être aidés dans les efforts qu'ils déploient pour innover et acquérir des technologies appropriées.
5. **Il faudrait aider les petits États insulaires en développement à renforcer leurs services d'information climatique ainsi que leur capacité de prévoir les variations climatiques et de se préparer aux phénomènes extrêmes de même que de les gérer afin d'assurer un développement durable en harmonie avec les exigences des Orientations de Samoa.** Les petits États insulaires en développement ont besoin de la capacité et des réseaux d'information nécessaires pour l'alerte rapide concernant le climat. Leurs secteurs économiques sont sensibles aux effets des changements climatiques et de tels effets deviennent de plus en plus graves, avec des conséquences néfastes sur les économies aussi bien que les moyens d'existence de l'homme.

6. **Il faudrait aider les petits États insulaires en développement à mobiliser les ressources financières et le capital humain.** Ces États rencontrent d'énormes problèmes de développement et ils ne sont pas résistants aux impacts des changements climatiques en raison de leurs circonstances exceptionnelles. Il faudrait les aider à s'attaquer efficacement aux problèmes d'adaptation aux effets des changements climatiques. Cela nécessite un financement suffisant en provenance des sources nationales comme internationales ainsi que l'augmentation et le renforcement des ressources humaines.
7. **Améliorer les partenariats et l'intégration régionale est capital pour surmonter les problèmes de développement des petits États insulaires en développement.** Il faudrait aider ces États à rechercher des partenariats public-privé aux niveaux national, régional et international afin de leur permettre d'exploiter de nouveaux espaces pour le développement économique et de nouvelles ressources pour assurer la protection des domaines sensibles.

VI. Pays africains les moins avancés

25. Les pays africains les moins avancés ont enregistré des améliorations dans certains des domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul, tels que la santé et l'éducation, mais il subsiste toujours nombre de défis et de lacunes dans la réalisation de l'ensemble des objectifs convenus au niveau mondial. Les principaux défis sont la vulnérabilité de l'Afrique aux chocs externes et sa forte dépendance à l'égard de l'aide publique au développement, comme en témoignent l'effet catastrophique de la récente épidémie de maladie à virus Ebola dans des régions de l'Afrique de l'Ouest et la riposte à cette épidémie.

26. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **Les pays les moins avancés doivent renforcer leur résilience face aux chocs et améliorer leur compétitivité à l'échelle mondiale afin de s'attaquer aux défis et de pérenniser les acquis.** En effet, les pays africains continuent de poursuivre la transformation structurelle en vue de consolider leur résilience économique, mais cela doit aller de pair avec des institutions, des mécanismes et des processus rationnels, innovateurs et efficaces chargés de la politique industrielle, et aussi avec des investissements complémentaires dans les infrastructures, la santé et l'éducation.
2. **Les institutions régionales devraient créer des synergies et adopter des stratégies qui peuvent mieux répondre aux préoccupations des pays les moins avancés.** Cela devrait prendre en compte les recommandations fortes émanant de la réunion ministérielle des pays africains les moins avancés sur la transformation structurelle et la modernisation des économies des pays les moins avancés, qui a eu lieu à Milan (Italie) en juin 2015. À cet égard, les institutions régionales devaient prioriser les initiatives et les programmes qui favorisent la transformation structurelle et la sortie du statut de pays les moins avancés.
3. **Les pays les moins avancés ont besoin de l'appui des partenaires de développement dans la poursuite et la**

réalisation de leurs aspirations au développement. Les partenaires de développement devraient fournir aux pays les moins avancés le traitement additionnel amélioré, préférentiel, concessionnel et le plus favorable dans les domaines des finances, de la technologie, du savoir-faire et d'autres ressources. En outre, ils devraient fournir un traitement différencié et flexible aux pays les moins avancés lorsque ces derniers contractent des engagements internationaux et des obligations qui ne sont pas proportionnels à leur capacité, à leurs besoins et à leur stade de développement.

4. **Certains des défis majeurs qui entravent le développement des pays les moins avancés, notamment la réalisation des objectifs de développement durable futurs, sont l'insécurité, le terrorisme, le trafic d'armes et de drogues et les problèmes de sécurité qui assaillent les migrants.** Par conséquent, les pays africains devraient poursuivre une plus grande coopération régionale et rechercher auprès des pays développés un appui solide et global pour faire face à ces défis dans la poursuite d'aspirations au développement légitimes.
5. **Les pays les moins avancés devraient tirer parti des prochaines grandes manifestations mondiales d'une façon qui facilite leur sortie du statut de pays les moins avancés et leurs aspirations à la transformation.** À cet égard, on ne saurait trop souligner combien le processus du programme pour l'après-2015 importe pour le paysage du développement mondial.

VII. Pays en développement sans littoral

27. Le Programme d'action d'Almaty a servi à centrer l'attention et à mobiliser le soutien à divers niveaux pour l'examen des problèmes exceptionnels de développement auxquels se heurtent les pays en développement sans littoral. Le Programme d'action de Vienne repose sur le renouvellement et le renforcement des partenariats entre les pays en développement sans littoral et les pays de transit d'une part et leurs partenaires de développement d'autre part. Il vise à aider les pays en développement sans littoral à faire face à des défis coriaces, à consolider les réalisations faites et à accélérer les progrès vers la réalisation du développement durable. Les pays africains doivent tirer parti des progrès qui ont été accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty et continuer à mettre en place des institutions robustes qui soutiennent et améliorent le climat des affaires, la gouvernance économique et la gestion macroéconomique.

28. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **Au niveau régional, l'Agenda 2063 offre une occasion exceptionnelle de mobiliser l'appui international, régional et national pour faire face aux défis qui se posent au continent, notamment aux pays en développement sans littoral d'Afrique.** Le plan décennal pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 devrait par conséquent incorporer les mesures énoncées dans le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement pour la décennie 2014-2024. De plus, les pays en développement sans littoral d'Afrique devraient adopter au plan intérieur le Programme d'action de Vienne. Les domaines d'activité du Programme d'action de Vienne devraient servir à

informer et figurer en tant que priorités de développement dans les politiques et programmes des partenaires de développement de l'Afrique, notamment les organismes d'appui bilatéral et multilatéral

2. **L'intégration régionale est une pierre angulaire de l'intégration des pays en développement sans littoral d'Afrique aux marchés régionaux et mondiaux.** Les pays en développement sans littoral d'Afrique devraient vigoureusement appliquer des politiques, stratégies et programmes propres à promouvoir l'intégration régionale. À cet égard, la décision de lancer les négociations sur la mise en place d'une zone de libre-échange continentale en juillet 2015, dans le but de parvenir à un accord d'ici à 2017, et le Plan d'action pour l'intensification du commerce intra-africain devraient être pleinement appuyés et mis en œuvre.
3. **Il est capital de développer le secteur industriel pour la transformation structurelle des économies africaines.** Les pays en développement sans littoral d'Afrique devraient par conséquent envisager de concevoir et de mettre en œuvre des politiques industrielles afin d'accroître la valeur ajoutée dans les exportations de produits de base et de ressources, domaine où de nombreux pays disposent déjà d'un avantage comparatif, et dans d'autres activités, où les économies peuvent développer un tel avantage.
4. **L'Afrique devrait améliorer la qualité et l'étendue de son infrastructure (routes, chemins de fer, ports, technologies de l'information et de la communication) et stimuler ses réseaux de production et de distribution de l'énergie.** Une attention particulière devrait être accordée aux couloirs de transport en transit et aux projets d'infrastructure régionaux. Cela est indispensable pour combler l'écart en matière de compétitivité que connaissent les compagnies africaines, en particulier celles des pays en développement sans littoral. Cela permettra aussi le commerce et la politique commerciale pour promouvoir efficacement l'industrialisation. Les politiques relatives à l'infrastructure et la réglementation des services assurés par le biais du réseau de l'infrastructure doivent également être améliorées afin de surmonter les obstacles non physiques au commerce et au transport.

VIII. Partenariat mondial pour le développement

29. La portée et l'ambition du programme de développement pour l'après-2015 nécessitent un partenariat mondial renouvelé et renforcé pour sa mise en œuvre. Ce partenariat entre les gouvernements devrait être mis en œuvre dans un esprit de solidarité mondiale, en particulier de solidarité avec les plus démunis et les groupes vulnérables. Il devrait faciliter une participation mondiale intensive et ciblée en soutien à la réalisation du programme de développement pour l'après-2015 et à la mise en œuvre des objectifs et cibles du développement durable, en regroupant les gouvernements, avec un appui approprié du secteur privé, de la société civile, du système des Nations Unies et de toutes les autres parties prenantes concernées et en mobilisant les moyens de mise en œuvre disponibles.

30. La mise en œuvre du développement durable en Afrique nécessite la mobilisation de moyens de mise en œuvre adéquats, au plan aussi bien interne

qu'externe. Dans ce contexte, les positions exprimées dans le document final de la Réunion régionale africaine de consultation sur les objectifs de développement durable la position commune africaine sur le programme de développement pour l'après-2015 et l'Agenda 2063 sont pertinents. En ce qui concerne le partenariat mondial pour le développement, la stratégie et les moyens de mise en œuvre définis dans le document final sur les objectifs de développement durable de l'Afrique sont cruciaux. L'issue de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement doit en principe changer la donne concernant la mise en œuvre du développement durable, en particulier le programme de développement pour l'après-2015, qui doit être adopté en septembre 2015.

31. À la lumière de ce qui précède, le Forum régional africain pour le développement durable présente les messages ci-après en tant que contribution collective de l'Afrique à la réunion de 2015 du Forum politique de haut niveau.

1. **Des moyens de mise en œuvre adéquats sont nécessaires pour réaliser le développement durable en général et les objectifs de développement durable en particulier.** Ce sont notamment les ressources financières, le développement et le transfert de la technologie, le renforcement des capacités, l'intégration régionale, le commerce et l'accès au marché, l'apport de l'aide publique au développement, la coopération Sud-Sud, la stabilité financière ainsi que la maîtrise de la dette intérieure et extérieure, en complément de la coopération Nord-Sud et non pour s'y substituer. Ces éléments ne sont pas incompatibles et devraient s'employer dans la complémentarité en vue d'une prestation efficace et efficiente.
2. **L'Afrique reconnaît qu'elle doit assumer la responsabilité de son développement et, à cet égard, le rôle des ressources financières, tant publiques que privées, est essentiel pour réaliser le développement durable.** Les flux de capitaux privés sont une source de financement du développement durable. Le continent devrait également améliorer la gouvernance et garantir un climat des investissements porteur pour attirer des investissements intérieurs et étrangers accrus et endiguer les flux financiers illicites. Cependant, les actions régionales devraient être renforcées par un environnement international porteur favorable et des partenariats mondiaux efficaces pour mobiliser des ressources financières nouvelles et additionnelles. Sur ce plan, l'Afrique invite instamment les partenaires de développement à honorer pleinement leurs engagements existants en matière d'aide publique au développement à la région.
3. **Le financement nécessaire pour le développement durable dépasse, de loin, le montant des ressources qui pourraient être mobilisées au plan interne.** À cet égard, les pays développés devraient: s'acquitter de l'engagement qu'ils ont pris d'atteindre l'objectif de 0,7 % du produit intérieur brut à consacrer à l'aide publique au développement; fournir 0,15 à 0,20 % de leur revenu national brut aux pays les moins avancés d'ici à 2018 pour réaliser ces objectifs; et allouer au moins 50 % du volume total de leur aide publique au développement aux pays les moins avancés qui ont accepté de consacrer 0,1 % de ce montant à la création et au fonctionnement de banques de technologies pour les pays les moins avancés. Les pays développés devraient également encourager le secteur privé, notamment les sociétés transnationales, les fondations privées et les institutions de la

société civile, à fournir une assistance financière et technique aux pays en développement.

4. **L'Afrique peut économiser des milliards de dollars si les flux financiers illicites, notamment par la pratique frauduleuse des prix de transfert et la fraude fiscale par les sociétés multinationales, sont endigués et le coût des envois de fonds réduit.** À cet égard, les pays développés devraient redoubler d'efforts s'agissant des règles en matière de divulgation. La communauté internationale devrait s'attaquer davantage au défi que posent les flux financiers illicites sortant de l'Afrique. L'engagement pris par la Banque mondiale, appuyé par le Groupe des Huit, de réduire le coût global moyen des envois de fonds de 10 % à 5 % au plus tard en 2014, devrait être concrétisé, en tenant compte du contexte spécifique de l'Afrique.
5. **La troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui aura lieu à Addis-Abeba en juillet 2015, est censée produire un résultat audacieux et ambitieux qui garantira la prévisibilité et l'adéquation du financement du développement.** À cet égard, l'Afrique demande un appui renforcé pour les pays en développement, en particulier les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays développés sans littoral de la région. Le Groupe africain fait valoir que les deux processus (financement du développement objectifs de développement durable) devraient être retenus en tant que filières séparées.
6. **Le transfert et le développement de la technologie constituent un moyen de mise en œuvre essentiel et les pays africains auront à faire fond sur la technologie s'ils veulent passer à une trajectoire de développement plus durable.** Il faut impérativement combler l'écart technologique afin de promouvoir une industrialisation durable, la croissance participative et le changement porteur de transformation dans tout le continent africain. Les progrès vers la réalisation du programme de développement pour l'après-2015 et des objectifs de développement durable dépendront des avancées faites concernant les moyens de mise en œuvre. À cette fin, la communauté internationale devrait s'engager à soutenir de façon adéquate la mise en place d'un réseau continental de centres d'excellence et d'un fonds et de pôles pour l'innovation, à mettre à contribution les réseaux et les arrangements institutionnels actuels, afin d'évaluer les besoins et d'identifier, de mettre au point, d'adapter et de transférer des technologies propres.
7. **Les États africains soutiennent en outre l'appel lancé par le Groupe africain en vue d'une mise en place rapide de la banque de technologies proposée et de la création du mécanisme de facilitation de la technologie.** Ce mécanisme est une partie intégrante des moyens de mise en œuvre pour le programme de développement pour l'après-2015, qui sera consacrée aux pays en développement.
8. **Le renforcement des capacités est crucial pour mettre en œuvre le développement durable, notamment le développement dans les pays en développement d'économies participatives et utilisant rationnellement les ressources.** À cet égard, la communauté internationale devrait s'engager à soutenir de façon adéquate la création de fonds pour l'innovation afin

d'appuyer les entreprises innovatrices à leurs débuts et pendant la commercialisation. Un soutien devrait également être apporté pour l'élaboration de stratégies nationales plus vastes de renforcement des capacités qui symbolisent tous les aspects du renforcement des capacités, notamment les ressources humaines, la capacité de production, le développement organisationnel et institutionnel.

IX. Soumission des messages clefs et présentation à faire

32. Le Forum régional africain pour le développement durable lors de sa session de 2015 prie la CEA de soumettre officiellement ses messages clefs au Forum politique de haut niveau par l'intermédiaire du secrétariat de ce dernier, du Département des affaires économiques et sociales, le 23 juin 2015 au plus tard. Le Forum régional prie en outre son Président, M. Mayacine Camara du Sénégal, de faire une présentation sur ses messages clefs au Forum politique de haut niveau à New York le 26 juin 2015, pendant la session sur les rapports des forums régionaux pour le développement durable.